



ETAT DES LIEUX DES TPE

3ème trimestre 2025

DU 25 AU 30 SEPTEMBRE 2025
1608 RÉPONDANTS



CONTACT PRESSE : Advocaciz

Alexandra Richert : 06.08.77.86.22 - Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25

SOMMAIRE



3 INFOGRAPHIE ÉTAT
DES LIEUX

4

SYNTHÈSE



5

ÉTAT D'ESPRIT

6

DIFFICULTÉS DE
TRÉSORERIE

7

CHIFFRE D'AFFAIRES
ET CONSOMMATION

8

CRÉDITS

10

BANQUE

11

AIDES FINANCIÈRES

12

RÉDUCTION DE LA
NOTE DE CRÉDIT

13

GOUVERNEMENT ET
TAXE ZUCMAN

14

MOBILISATIONS
SOCIALES

15

REVENUS
PERSONNELS

16

SANTÉ MENTALE

18

RECRUTEMENT

20

ARRÊTS MALADIE

22

MÉDECINE DU
TRAVAIL

23

PRINCIPAUX
ENSEIGNEMENTS



ÉTAT DES LIEUX DES TPE

Comment se porte leur activité ? T3 - 2025

Étude réalisée auprès de 1608 dirigeants de TPE du 25 au 30 septembre

État d'esprit



92%

expriment un sentiment négatif

Activité des TPE



43%

déclarent que leur **niveau d'activité au T3 2025 est en baisse** comparé au T3 2024

État de la trésorerie

55%



font face à des **problèmes de trésorerie**

59%



constatent une **baisse du chiffre d'affaires** (contre 54% au T2 2025)

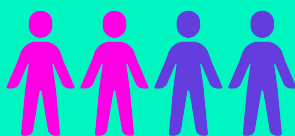
16%



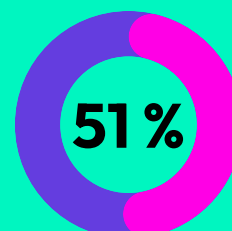
envisagent de **cesser leur activité** d'ici la fin de l'année 2025

Revenus personnels

1 dirigeant de TPE sur 2

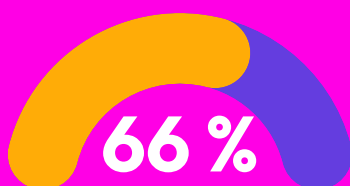


se verse un **salaire inférieur au SMIC** pour 50h de travail par semaine en moyenne



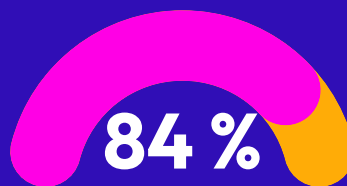
d'entre eux se reposent sur **les revenus du conjoint(e)** et 26% sur leur économies personnelles

Arrêts maladie / Congés payés



sont **défavorables à la mesure du report des congés payés** en cas de maladie pendant ces derniers

Recrutement



rencontrent des **difficultés de recrutement**. 45% d'entre eux à cause du niveau des charges salariales

Synthèse

Un malaise social et économique qui s'enracine

La dernière enquête trimestrielle du SDI confirme une dégradation préoccupante de la situation des artisans, commerçants et dirigeants de TPE, après le faible rebond de certains indicateurs noté au trimestre précédent.

Un moral au plus bas, un épuisement qui s'installe

Jamais depuis deux ans de baromètre SDI les dirigeants n'avaient exprimé un tel état d'esprit : 92 % affichent un ressenti négatif, un record.

La précarité des revenus reste frappante : près d'un sur deux gagne moins d'un SMIC. Dans ce contexte, 53 % se disent mentalement épuisés, et près de la moitié a déjà envisagé d'arrêter son activité par découragement.

Une activité en recul et des trésoreries en eaux basses

Le climat économique reste morose : 59 % déclarent une baisse du chiffre d'affaires et 55 % des difficultés de trésorerie.

Le recul de la demande est net : baisse du panier moyen en B2C (81 %) et recul des commandes en B2B (83 %).

Relations bancaires fragilisées

La demande de crédit diminue fortement (19 % contre 26 % au T2). Si les crédits d'investissement sont encore bien acceptés (93 %), seuls 74 % des crédits de trésorerie sont acceptés en tout ou partie, soit un taux en baisse par rapport au T2 2025 et proche des plus bas des 2 dernières années.

Un marché du travail en panne

Déjà peu nombreuses à recruter au T2 2025 (14%) les TPE déclarent recruter encore moins au T3 (12%). Elles peinent toujours autant à trouver des candidats motivés et/ou compétents, freins les plus fréquemment cités aux côtés du poids des charges.

Climat social tendu

Arrêts maladie, absentéisme et certificats jugés de complaisance alimentent la défiance avec un taux de 84% de professionnels confrontés à des arrêts de travail de leurs salariés qui estiment qu'au moins 10% de ces derniers sont injustifiés.

Par ailleurs, 67 % des dirigeants rejettent la récente jurisprudence de la Cour de cassation sur les congés payés en cas d'arrêt maladie.

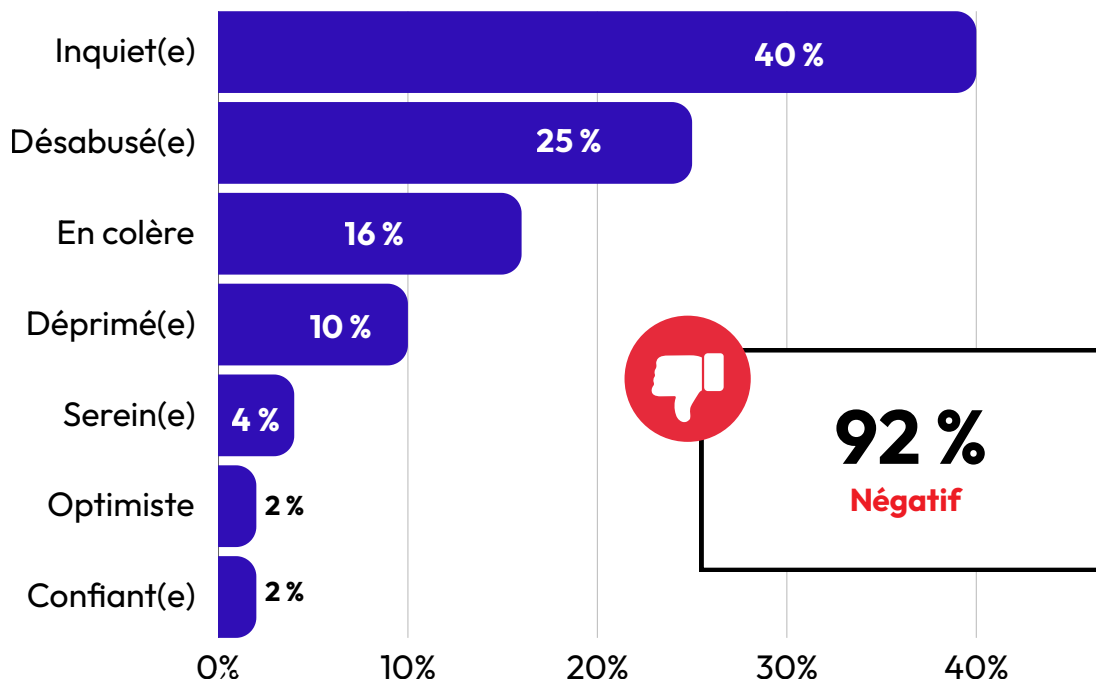
Mouvements sociaux et politique : le grand décalage

Si l'été avait suscité un soutien aux mobilisations sociales, seules 51 % des TPE s'y retrouvent encore. Une majorité estime que ces mouvements sont sans effet sur les politiques publiques.

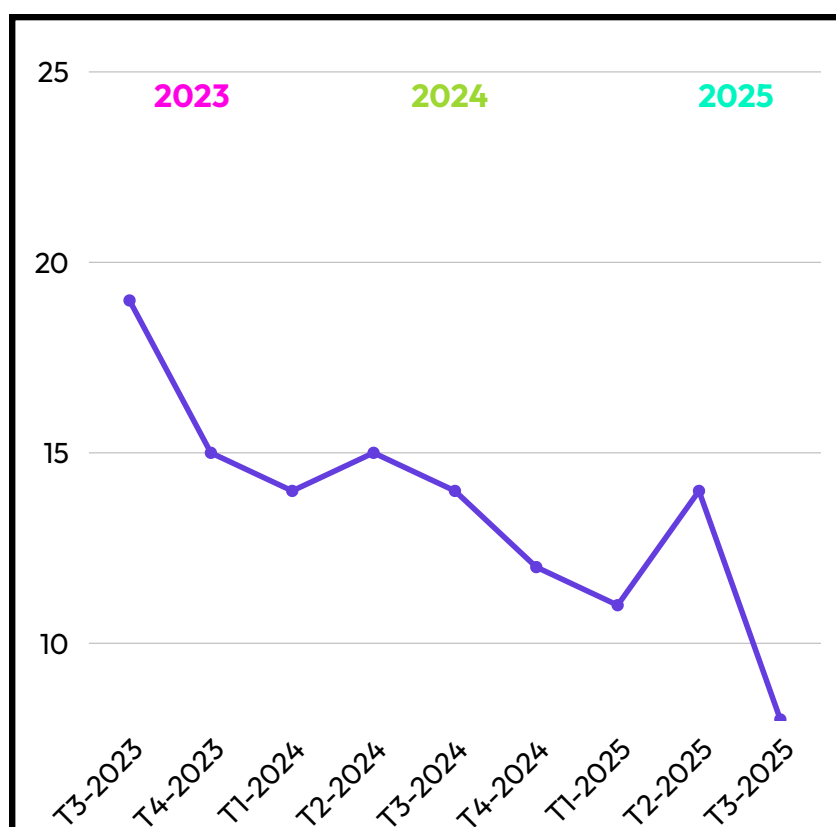
Le déficit de confiance envers les instances dirigeantes reste abyssal : seulement 4 % d'opinions positives après la nomination de Sébastien Lecornu.

ÉTAT D'ESPRIT

Quel est votre état d'esprit actuel en qualité de chef d'entreprise ?

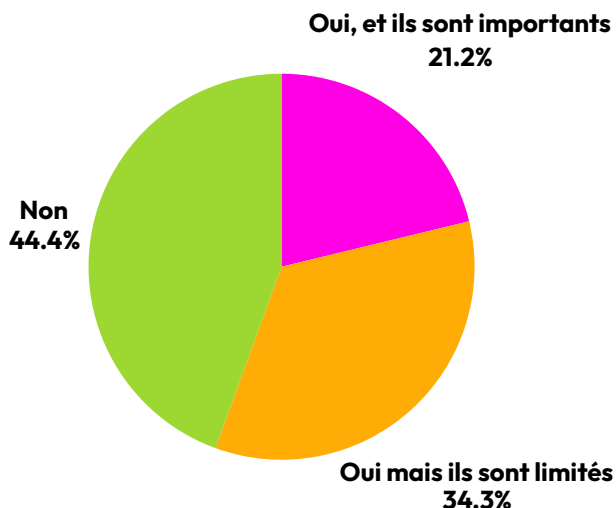


Chefs d'entreprise en situation d'état d'esprit positif



DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE

Faites-vous actuellement face à des problèmes de trésorerie ?



55 % des TPE ont des difficultés de trésorerie à des degrés divers.

↘ Contre 59 % au T1

Témoignages

“ Mes problèmes de trésorerie viennent de la longueur des délais de paiement (entre 60 et 90 jours), notamment par les collectivités publiques, alors que nous devons payer les charges le 15 du mois suivant ! ”

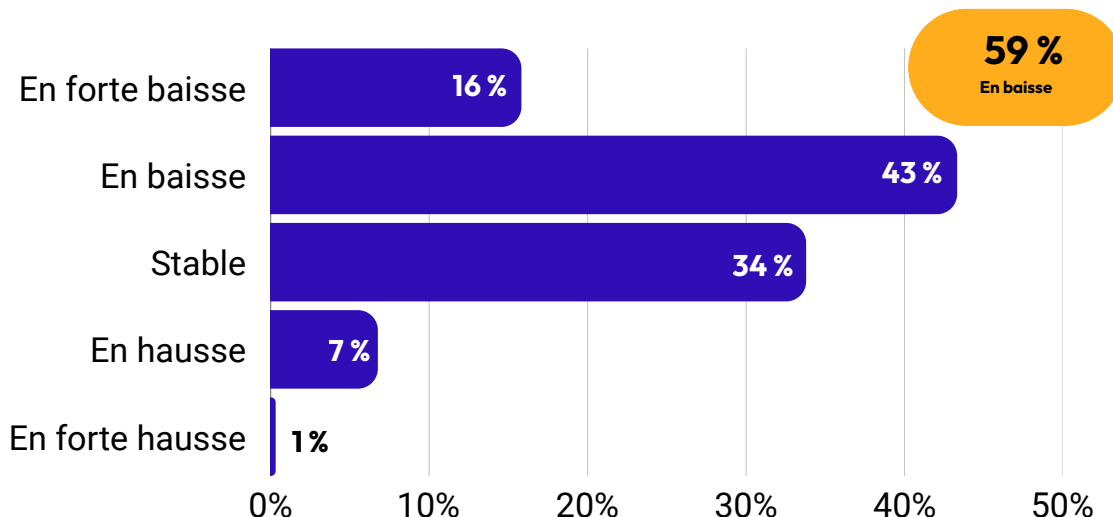
“ Suite à ce 3eme trimestre, mes problèmes de trésorerie ont augmenté. Ma banque refuse de m'aider. Je lance une procédure de cessation de paiement pour une liquidation. ”

“ Les mois d'août et janvier, étant catastrophiques, me mettent en péril car je n'ai pas d'argent pour réinvestir dans l'achat de marchandises.
Et même si j'avais de la trésorerie je ne pourrais pas récupérer l'argent donc à force je n'aurais même plus de trésorerie.
Je fais donc des chèques différés et c'est sans fin... ”

“ Encore du PGE à rembourser et les découverts créés à cette période + prêt BPI. ”

CHIFFRE D'AFFAIRES ET CONSOMMATION

Comment qualifieriez-vous votre niveau d'activité au troisième trimestre 2025 comparé au trimestre précédent (T2 2025) ?



Diminution du chiffre d'affaires pour **59 % des TPE**



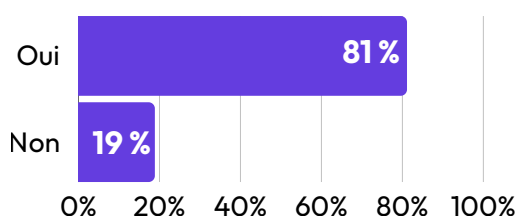
Contre 54 % au trimestre précédent

16 % d'entre eux pensent **cesser leur activité** d'ici la fin de l'année 2025.

Consommation

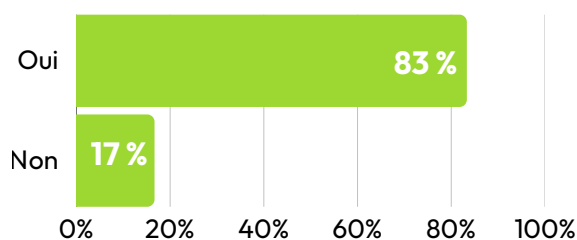
B2C

Constatez-vous une baisse du panier moyen de votre clientèle ?



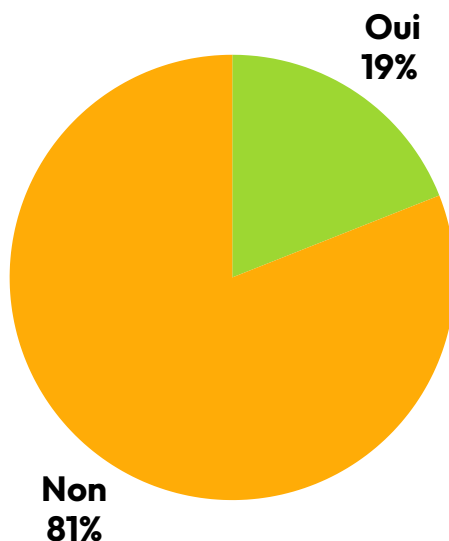
B2B

Constatez-vous une baisse du volume de commandes ?



CRÉDITS

Avez-vous sollicité un crédit bancaire (autre que pour le remboursement d'un PGE) sur les 6 derniers mois ?

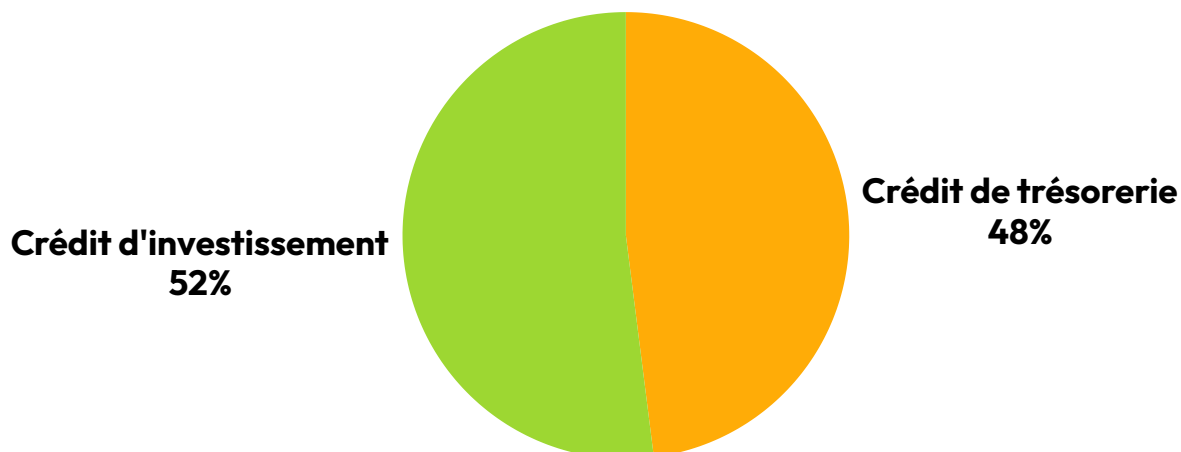


19 % des entreprises ont sollicité les banques au T3 2025.



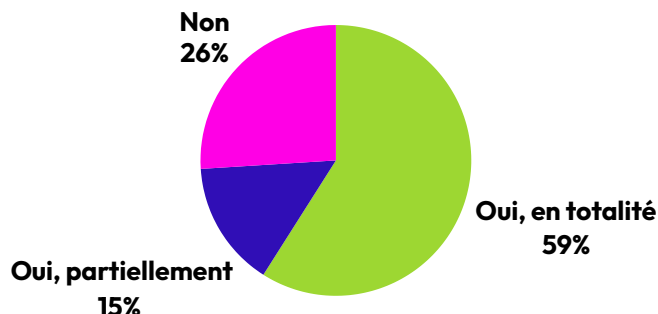
Une baisse de 7 points (soit 26,92 %) des demande de crédit. Rappel du T2 2025 (26 %)

Quel crédit avez-vous sollicité ?



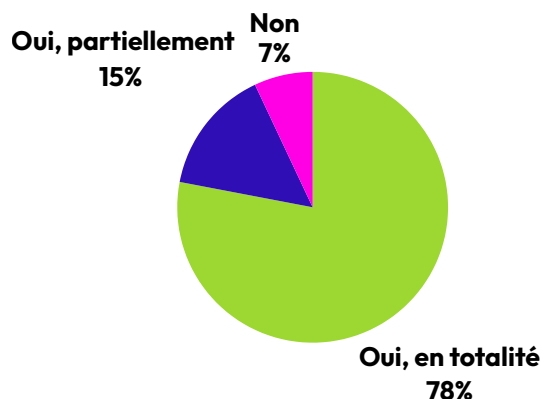
Crédit de trésorerie

Cette demande de crédit a-t-elle été acceptée ?



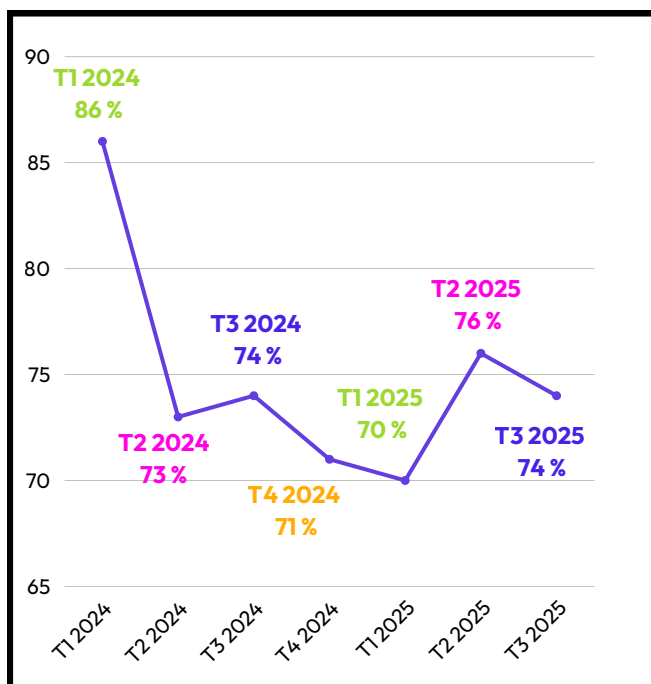
Crédit d'investissement

Cette demande de crédit a-t-elle été acceptée ?

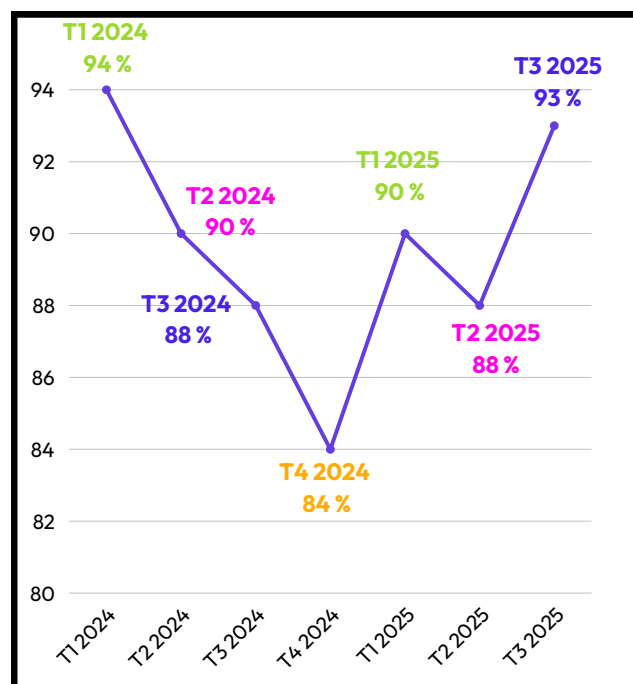


Evolution du taux d'acceptation

Crédit de trésorerie

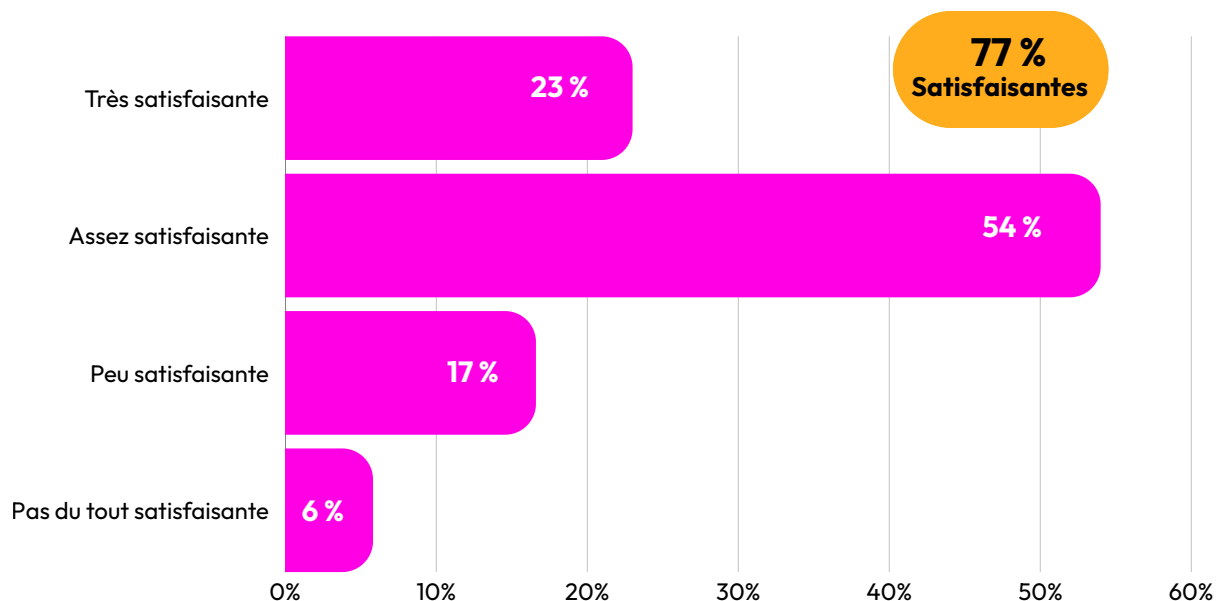


Crédit d'investissement



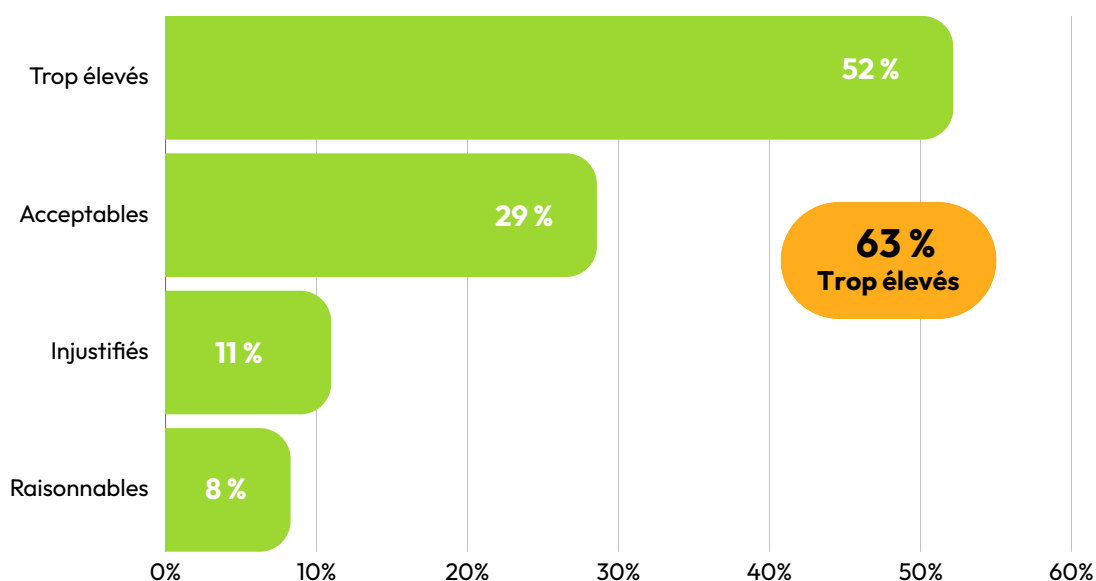
RELATIONS BANCAIRES

Comment évaluez-vous globalement la qualité de vos relations avec votre banque principale ?



Nos répondants sont plutôt **satisfaits** de leur **service bancaire** :
95 % de nos répondants possèdent un conseiller bancaire clairement identifié.

Selon vous, les frais bancaires appliqués à votre entreprise sont :



Pour 48 % d'entre eux, les frais bancaires ont augmenté au cours des 12 derniers mois.

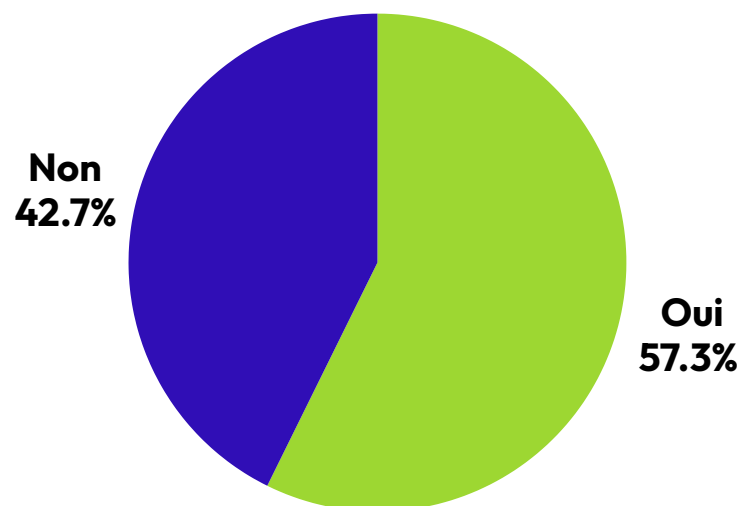
AIDES FINANCIÈRES AUTRES QUE LE CRÉDIT BANCAIRE

Avez-vous déjà eu recours à des aides publiques (prêt BPIFrance, subvention, fonds européen,...) au cours des 12 derniers mois ?



RÉDUCTION DE LA NOTE DE CRÉDIT PAR FITCH

La baisse de la note de crédit de la France par l'agence Fitch (qui mesure la confiance des marchés financiers) vous inquiète-t-elle pour votre activité ?



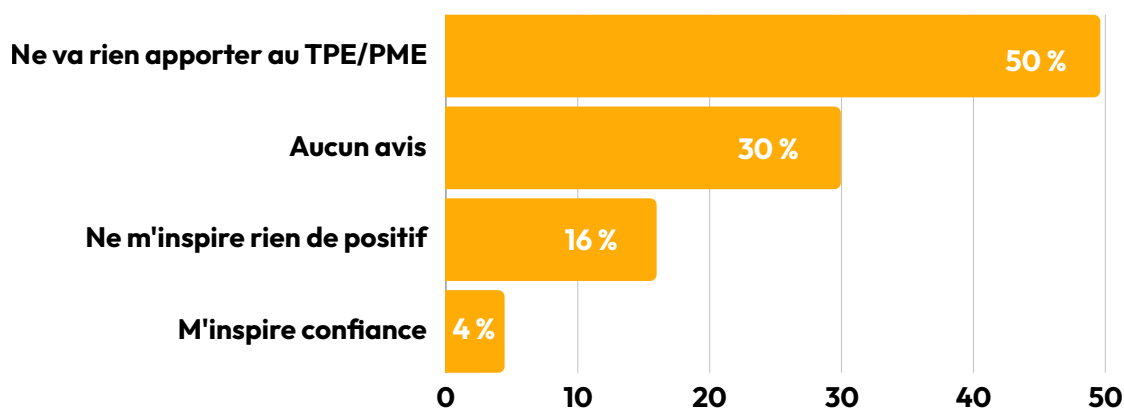
57 % de nos répondants sont préoccupés par cette nouvelle.

Par cette prise de décision, l'agence Fitch confirme l'immobilisation de la situation économique en France.

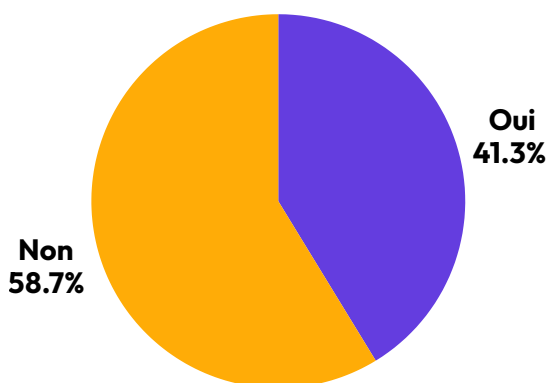
Il est donc impératif que le nouveau gouvernement de Sébastien Lecornu agisse en conséquence et **priorise l'avenir de nos petites entreprises**, au coeur de l'économie nationale.

GOUVERNEMENT TAXE ZUCMAN

Quelle est votre opinion à la suite de la nomination du nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu ?



La taxe Zucman pourrait-elle, selon vous, avoir un impact indirect sur les TPE/PME ?



Témoignages

“

La taxe est prévue pour les grandes entreprises mais elle pourrait aussi s'appliquer rapidement à d'autres entreprises ...

”

“

Il faut arrêter les impôts nous sommes le pays le plus taxé au monde !!
Ça suffit maintenant les entrepreneurs veulent se délocaliser pour moins payer.

”

“

Faire fuir les plus fortunés est un non sens économique. Mieux vaut les inciter à investir encore plus chez nous, comme l'a fait l'Irlande, le Portugal est comme est en train de le faire l'Italie.

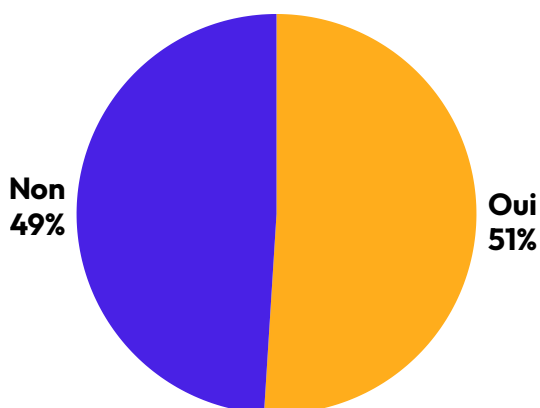
”

MOBILISATIONS SOCIALES

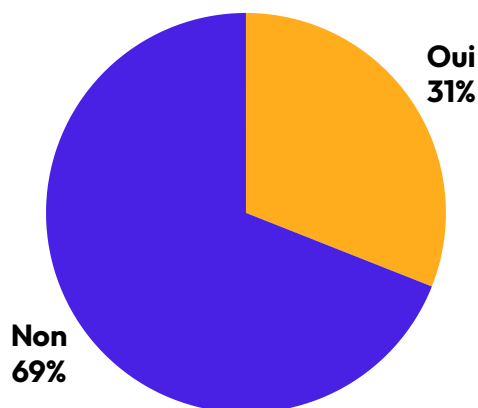
48 % des personnes interrogées lors de cette enquête perçoivent les mouvements sociaux comme négatifs pour 2 raisons :

- **59 %** d'entre eux, estiment que ces mouvements ne **reflètent pas** le **ressenti** des **dirigeants de TPE**.
- Pour **45 %** d'entre eux, ces mobilisations ont eu un **impact** sur leur activité dont **94 %** qui constatent une **perte** de leur **chiffre d'affaires**.

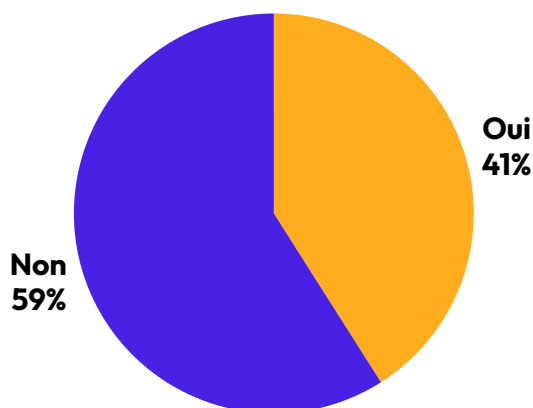
Diriez-vous que vous soutenez les mouvements sociaux actuels ?



Selon-vous ces mobilisations sont elles utiles pour faire évoluer les politiques publiques ?

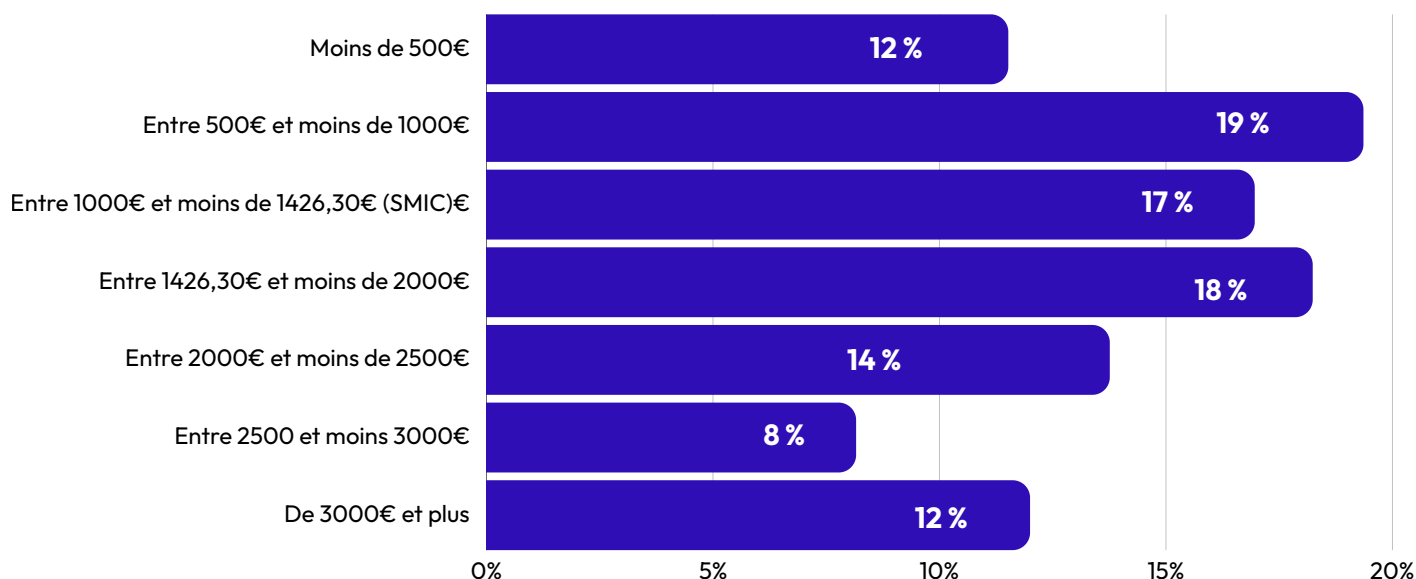


Diriez-vous que ces mobilisations reflètent le ressenti des dirigeants de TPE comme vous ?



REVENUS PERSONNELS

Au deuxième trimestre 2025, vos revenus personnels sont de
(en moyenne par mois)

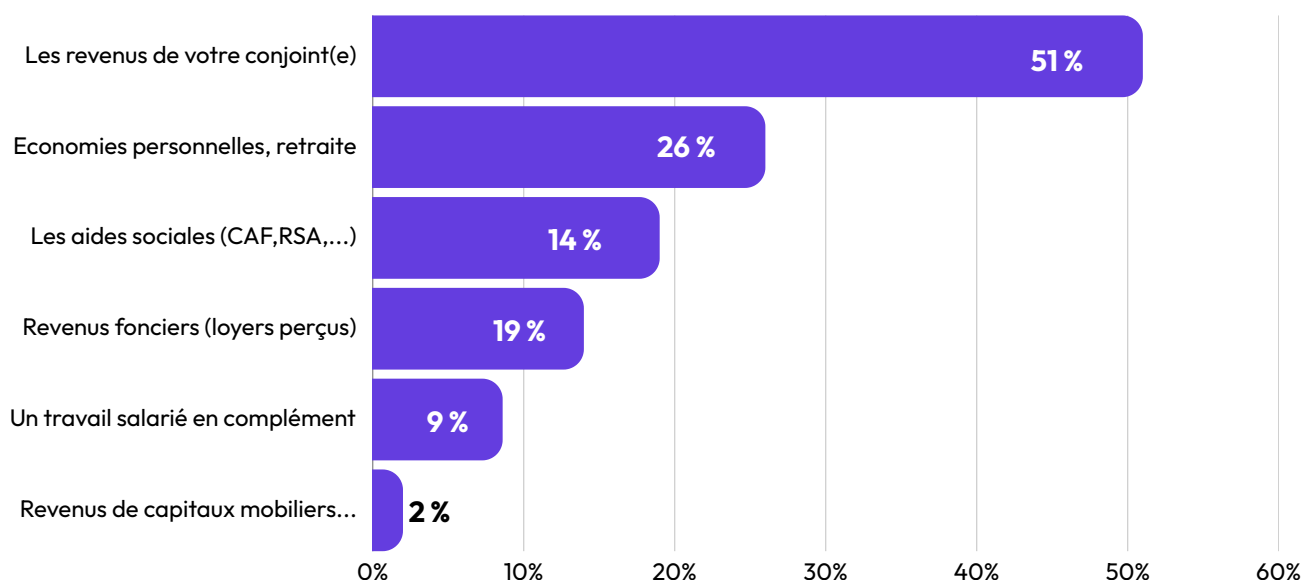


48% des chefs d'entreprise, ont une rémunération ne dépassant pas le SMIC au T3 2025



À noter que l'augmentation générale de chiffre d'affaires observée précédemment (T2) n'a pas eu pour effet d'augmenter les revenus personnels des chefs d'entreprises

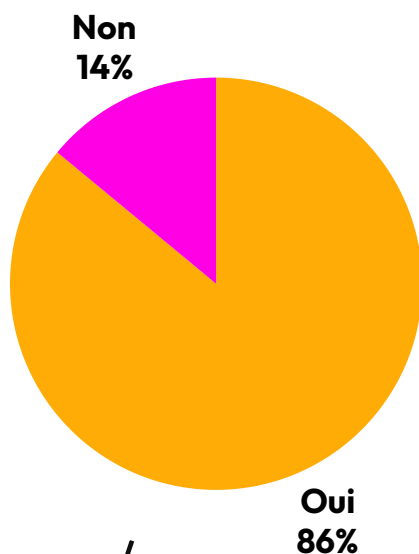
Quels sont vos autres moyens de subsistance (pour ceux qui gagnent moins d'un SMIC) ?



Pour 51 % des chefs d'entreprise, ils se reposent sur les revenus de leur conjoint(e).
26 % des répondants subviennent à leurs besoins grâce à leurs économies.

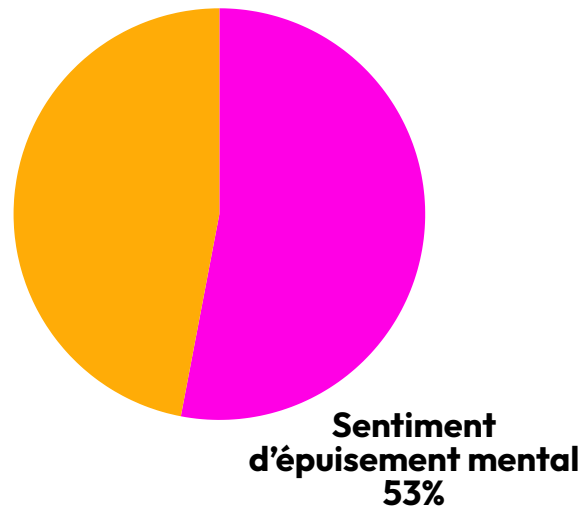
SANTÉ MENTALE

Ressentez-vous une surcharge de travail ?



Parvenez-vous à gérer mentalement cette surcharge ?

Ça reste supportable
47%



Ces **chiffres** sont **alarmants**

Ils se font ressentir dans nos témoignages de répondants :

Témoignages

“

La charge est intense, pour faire évoluer l'entreprise j'ai pris une vendeuse en CDD pour me soulager mais je n'ai pas pu la garder en raison des charges diverses.

”

“

Cumul de 2 emplois pour pouvoir faire face d'un point de vue perso !

”

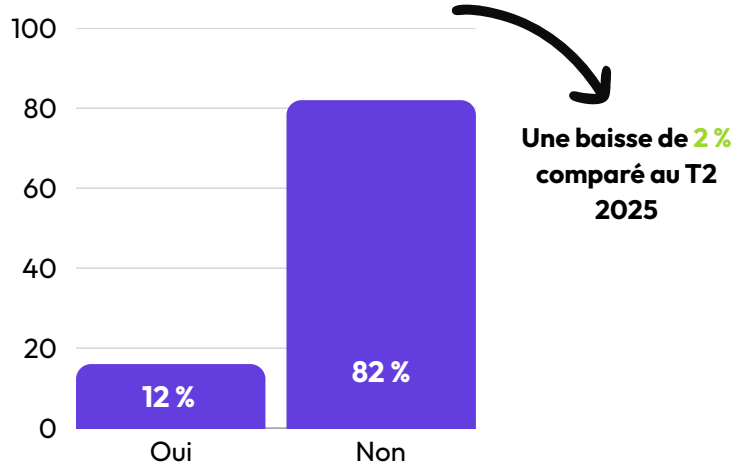
“

Beaucoup trop de paperasse, d'exigences légales qui ne sont plus supportables par un patron de TPE/PME. On ne peut avoir des services supports ou faire appel à des cabinets extérieurs qui coûtent un bras.

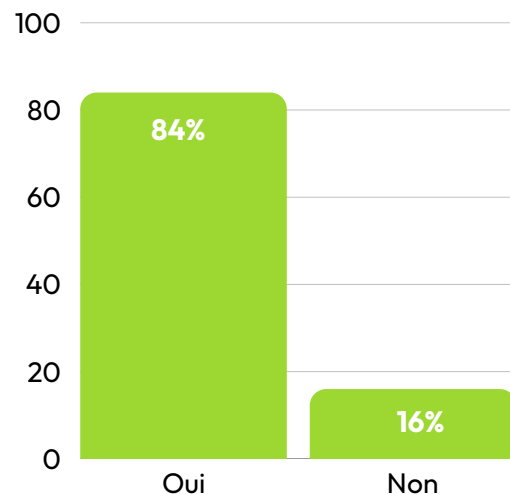
”

RECRUTEMENT

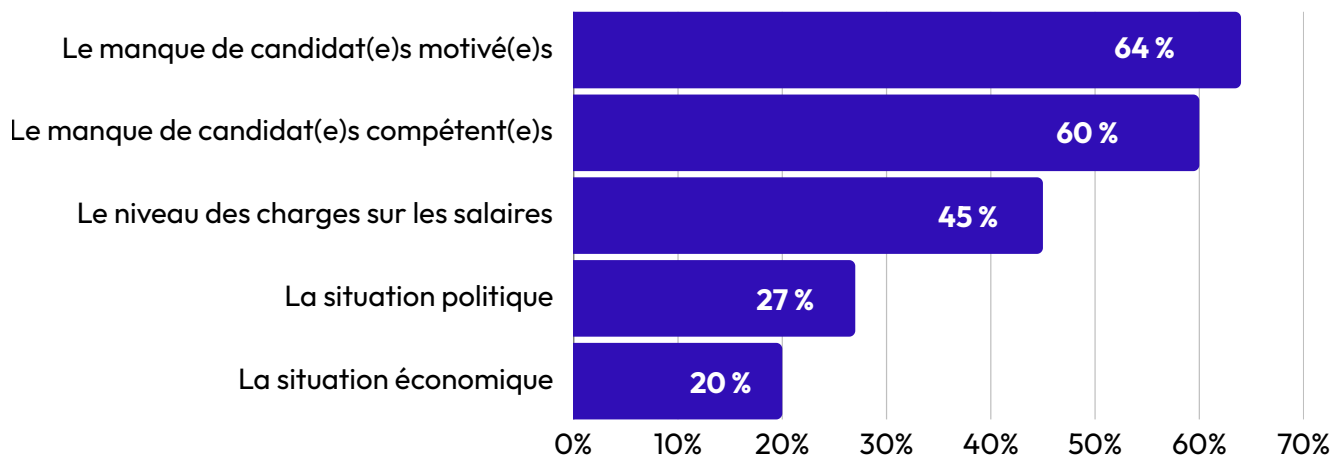
Êtes-vous actuellement
à la recherche de personnel ?



Rencontrez-vous des difficultés
de recrutement ?



Ces difficultés sont-elles en lien avec (plusieurs réponses possibles) :



Les autres raisons :

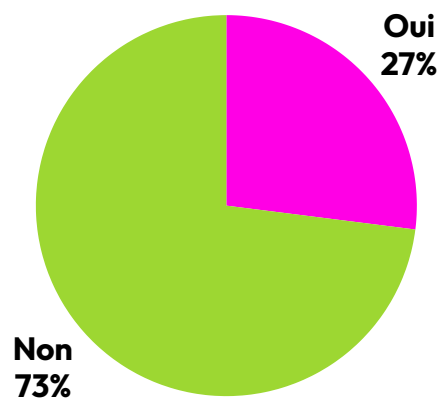
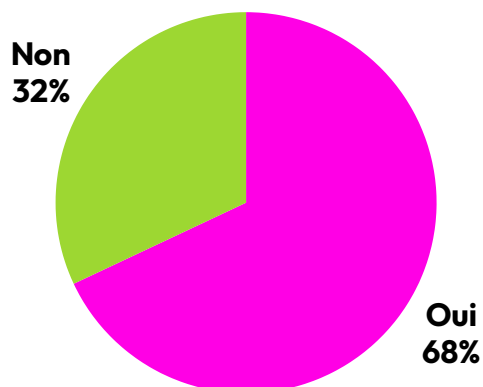
Manque de candidats **Complexité de trouver un bon salarié**

Problème de trésorerie **Equipe complète**

Manque de temps **Pas assez d'activité**

Pas besoin, préfère travailler seul(e)

Complicé et chronophage

Embauchez-vous habituellement des alternants ?**La baisse des aides de l'État pour le recrutement d'un alternant a-t-elle eu un impact négatif sur vos embauches d'alternants cette année ?****Témoignages**

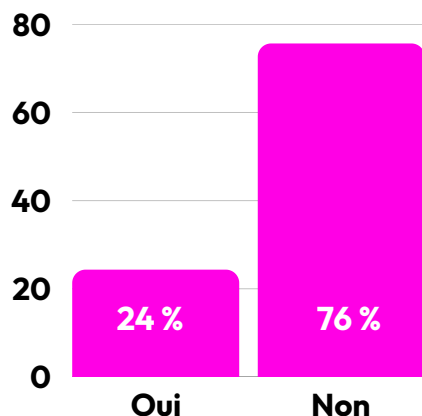
“ Le coût des apprentis devient trop important vu le peu de temps passé en entreprise : 14 semaines de formation puis 5 semaines de congés payés !! Il vaut mieux prendre un salarié à 24 ou 35 heures. ”

“ C'est la première fois que nous n'en prenons pas. Nous n'avons plus les moyens financiers, nous regardons toutes nos dépenses. ”

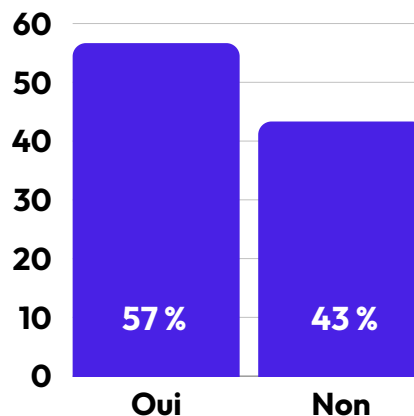
“ Les règles du jeu ont changé en cours de route, nous avons aidé des jeunes qui ne trouvaient pas d'entreprise, et aujourd'hui nous nous retrouvons à faire un crédit pour financer leur formation là où dans le même temps l'état débloque une enveloppe illimitée de formation pour les salariés en entreprise via l'OPCO ... ”

ARRÊTS MALADIE

Êtes-vous confronté(e) à des arrêts maladies au sein de votre entreprise ?

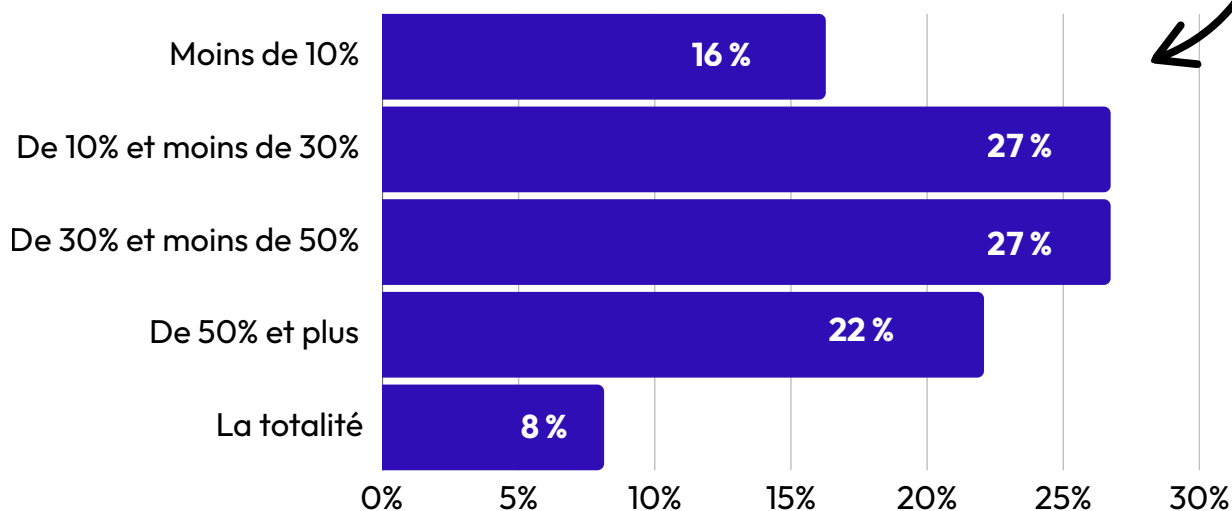


Diriez-vous qu'un certain nombre d'arrêts maladie sont "de complaisance" ?



84 % de nos répondants estiment que les arrêts maladie sont des arrêts de complaisance dans au moins 10 % des cas.

Dans quelles proportions ?

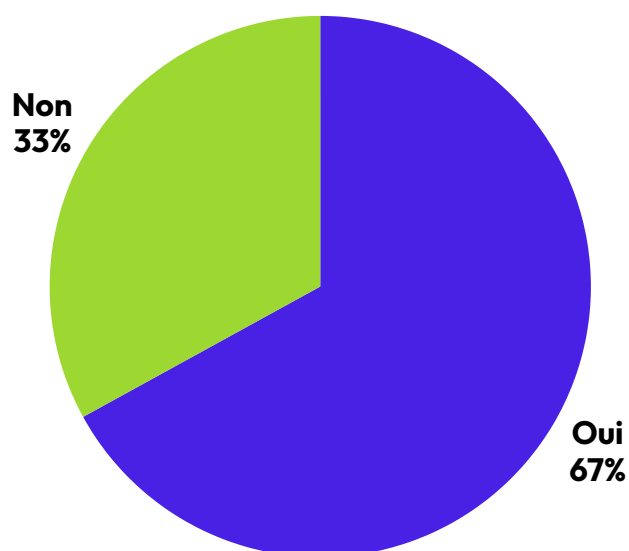


Témoignage

“ La plupart des arrêts maladies font suite soit à un retour de CP, soit avant ou après le week-end, soit suite à un désaccord avec la direction. ”

Pensez-vous que la mesure du report des congés payés en cas de maladie pendant ces derniers va impacter votre activité ?

(Aussi bien en termes de personnel que de coûts)



Témoignages

“ C’est déjà difficile de remplacer les personnes en CP ou en maladie dans les petites entreprises. Alors on ne remplace pas... Ce sont les patrons ou les salariés qui remplacent, du coup heures supp !! ”

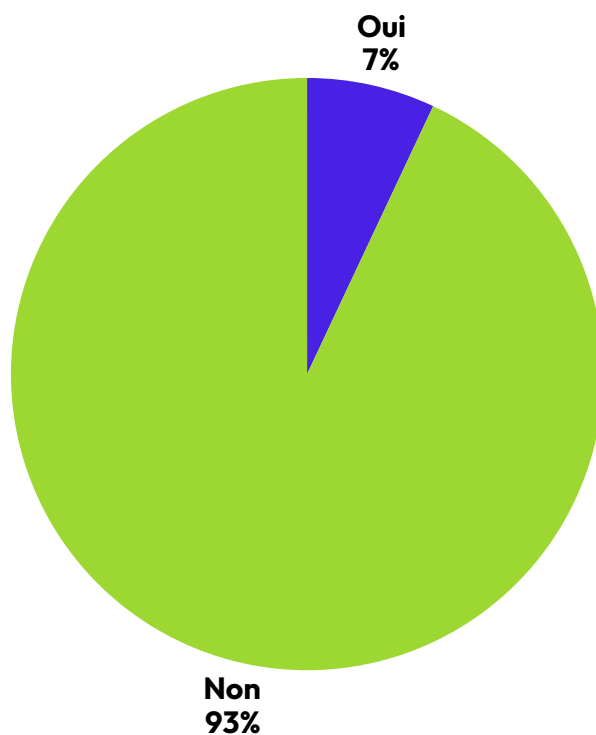
“ C’est aberrant ! Nous savons d’ores et déjà que nous serons en gros manque de personnel sur la période estivale. ”

“ Je trouve cela injuste de demander aux PME de prendre en charge ces congés payés alors qu’il est certain que cet arrêt maladie entraîne une embauche afin de combler le manque de personnel. C’est un coût supplémentaire important : frais d’édition de contrat, indemnité de fin de contrat congés payés de ces nouvelles embauches... ”

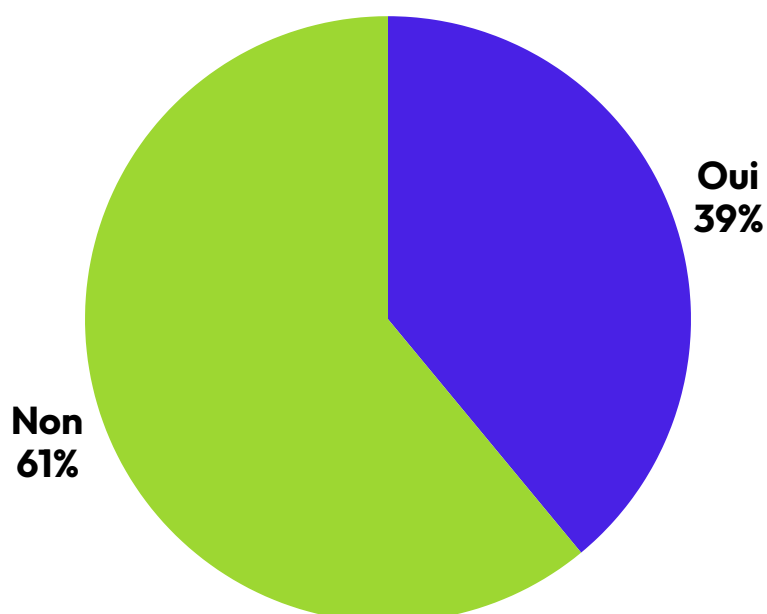
“ C’est évident et en plus cela ouvre des portes à tous, sauf que durant les absences il faudra encore gérer la surcharge de travail. ”

MÉDECINE DU TRAVAIL

Avez-vous déjà du procéder à un licenciement pour inaptitude sur avis de la médecine du travail ?



Diriez-vous que le certificat d'inaptitude délivré par la médecine du travail était "de complaisance" ?



Les principaux enseignements

Un malaise social et économique qui s'enracine

Le sentiment d'épuisement s'installe parmi les dirigeants de TPE

Un état d'esprit négatif au plus haut (92 %)

Les artisans, commerçants et dirigeants de TPE n'avaient jamais exprimé un état d'esprit aussi négatif depuis le début nos enquêtes trimestrielles voici deux ans.

Des revenus en berne, un épuisement mental qui s'installe : des conséquences directes sur la capacité de résilience de nos dirigeants

48 % gagnent moins d'un SMIC

Au T3 2025, 48 % des chefs d'entreprise déclarent une rémunération inférieure au SMIC. Cette précarité oblige près de la moitié à s'appuyer sur le revenu de leur conjoint, et un quart à puiser dans leurs économies personnelles.

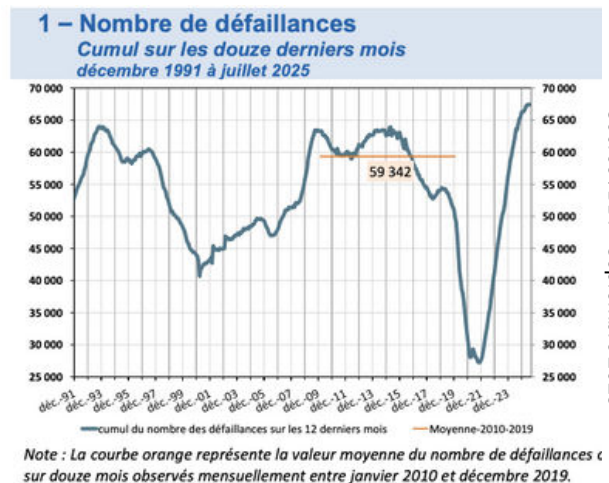
53 % se disent mentalement épuisés

Quant à l'appréciation des conditions de travail, elle atteint des niveaux inquiétants : 53 % des dirigeants se disent en état d'épuisement.

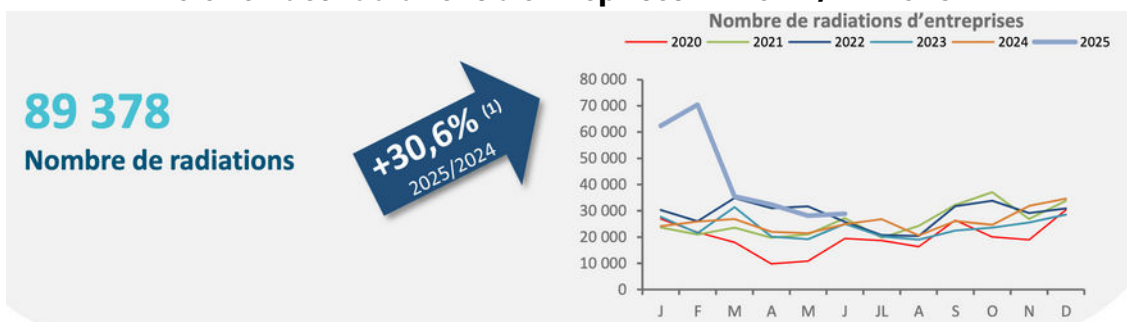
Près de la moitié a déjà envisagé de cesser son activité pour des raisons de santé mentale, confirmant une alerte sociale majeure. Malheureusement ce chiffre est en constante augmentation comme l'illustre le graphique ci-dessous.

Les témoignages évoquent des journées de 15 heures, la solitude face à l'administration, l'impossibilité de se dégager un revenu correct malgré un investissement total.

Ce climat pèse lourdement sur la pérennité des petites entreprises comme en atteste l'augmentation des radiations, y compris volontaires.



Évolution des radiations d'entreprises T2 2024 / T2 2025



Les principaux enseignements

Une dégradation continue de l'activité

Un chiffre d'affaires en déclin et une trésorerie toujours sous tension

Le troisième trimestre 2025 confirme la dépression de l'activité dans les TPE.

- **59 % déclarent une baisse du chiffre d'affaires** par rapport au T2 2025 (contre 54 % au trimestre précédent).

Cette contraction touche aussi bien les activités orientées vers la consommation des ménages (baisse du panier moyen) que celles tournées vers les entreprises (baisse des commandes).

- **Les problèmes de trésorerie demeurent massifs** : une grande majorité de dirigeants (55 %) indique des difficultés, une proportion à peine moindre que celle du début d'année.

Une constatation flagrante avec un panier moyen en baisse, des commandes en recul : la demande se contracte

Les TPE font face à une double peine :

- une baisse du panier moyen pour 81 % des activités en B2C.
- une diminution du volume de commandes pour 83 % des activités en B2B.

Cette contraction de la demande traduit un climat de consommation affaibli et accentue les tensions sur la trésorerie.

Des relations bancaires qui se tendent au niveau des crédits de trésorerie

Moins de crédits sollicités

Signe d'une défiance en l'avenir, la demande de crédit recule : seuls 19 % des dirigeants déclarent avoir sollicité un prêt au T3 2025, soit une baisse de 7 points par rapport au trimestre précédent.

Les crédits d'investissement toujours bien servis - Baisse du taux d'acceptation des crédits de trésorerie

Les besoins se répartissent entre crédits d'investissement (52 %) et crédits de trésorerie (48 %). Les taux d'acceptation demeurent globalement élevés pour les investissements (93 %) mais plus restrictifs pour les besoins de trésorerie (74 %). Cette asymétrie traduit un système bancaire qui reste frileux face aux situations fragiles et prouve, une fois de plus, le contexte économique compliqué.

Des relations bancaires ternies par des frais élevés

Côté relationnel, 77 % jugent leur relation bancaire satisfaisante, et 95 % disposent d'un conseiller identifié. Mais les frais bancaires apparaissent comme un point de crispation : 63 % estiment qu'ils sont trop élevés, et près d'un sur deux constate une hausse au cours des douze derniers mois.

Inquiétude suite à la dégradation de la note de la France

La récente dégradation de la note de crédit de la France par l'agence Fitch inquiète 57 % des professionnels indépendants quant à l'impact sur leur propre activité.

Il pourrait de fait en résulter un renchérissement du coût des crédits à moyen terme.

Les principaux enseignements

Marché du travail et climat social en berne

Les TPE recrutent de moins en moins

Des candidats peu motivés et peu qualifiés

Seule une minorité de TPE (12 % contre 14 % au T2 2025) est à la recherche de personnel.

Les responsables de TPE en recrutement sont peu nombreux à évoquer la situation économique comme un frein à l'embauche (20 %). Les principales difficultés évoquées sont le manque de motivation des candidats (64 %) ainsi que le manque de qualification (60 %). Pour la première fois, l'item du poids des charges sur les salaires n'est cité qu'en troisième position (46 %).

Les difficultés de recrutement s'atténuent néanmoins.

Les conséquences radicales de la baisse des aides à l'apprentissage

Pour ce qui en est de l'alternance, cette mesure qui a été si encouragée par les pouvoirs publics représente aujourd'hui un poids pour les entreprises. Du fait de la baisse des aides à l'alternance, il y a eu un impact direct sur les embauches selon 68 % des personnes interrogées.

Climat social : Absentéisme et certificats de complaisance pointés du doigt

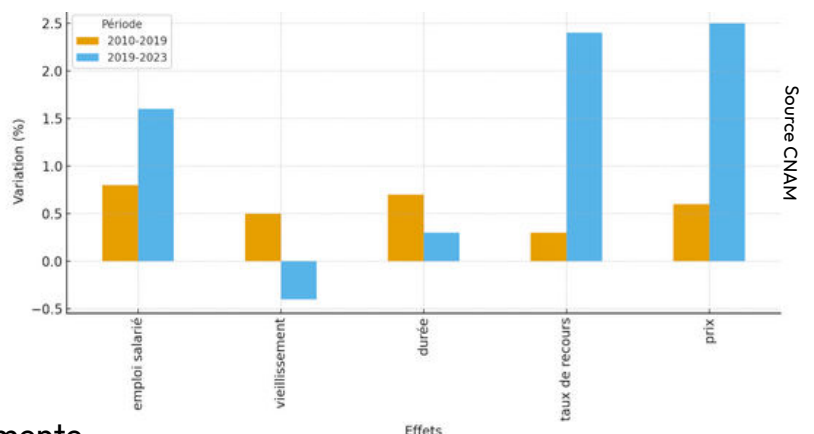
Près d'un quart des TPE indiquent être confrontées à une problématique d'arrêts maladie au sein de leur effectif.

Pour 84 % des répondants, ces arrêts sont "de complaisance" dans au moins 10% des cas.

Dans ce contexte, 67 % des responsables de TPE estiment aberrante la dernière jurisprudence de la Cour de cassation quant au report des congés payés en cas d'arrêt maladie.

Pour mémoire, ce nouveau dispositif fait suite au principe consacré en 2024 selon lequel les périodes de maladie non professionnelle ne suspendent pas l'acquisition de droits à congés payés.

Contribution de chaque poste à l'augmentation des dépenses maladie de la Sécurité Sociale



La médecine du travail dans la tourmente

Bien que peu nombreux à avoir été contraints à un licenciement pour inaptitude avec les conséquences financières induites, 39 % des indépendants qui y ont été confrontés estiment que le certificat délivré par la médecine du travail était "de complaisance".

Soulignons que tout certificat d'inaptitude, même à tout poste de travail, n'est relatif qu'à l'entreprise à laquelle appartient le salarié. Ainsi, rien ne s'oppose à l'exercice du même métier dans une autre entreprise, même concurrente.

Les principaux enseignements

Mouvements sociaux : le soufflé retombe

Des mouvements perçus comme éloignés du quotidien des TPE

Alors que fin août, ils étaient 75 % à soutenir sur le fond les mouvements annoncés sur le mois de septembre, les dirigeants de TPE sont désormais partagés à 50-50.

De fait, 59 % estiment que ces mouvements ne reflètent pas leur ressenti. Ils sont 69 % à considérer que, en tout état de cause, de telles mobilisations n'ont pas d'influence sur les politiques publiques.

Ils ont enfin pu juger l'impact de ces mouvements sur leurs activités : près de 51 % ont subi une baisse de leur chiffre d'affaires en raison de ces mouvements.

La défiance à l'égard des pouvoirs publics prospère

Avec 4 % d'opinion positive, c'est peu dire que la nomination de Sébastien Lecornu est loin d'apporter un souffle nouveau aux responsables de TPE.

L'épisode de la taxe Zucman, rejetée par 60 % des répondants, a sans doute laissé des traces. Bien que non directement concernés au regard des seuils évoqués, les professionnels indépendants redoutent l'extension d'une mesure de taxation de l'outil professionnel à leur niveau... tôt ou tard.



Syndicat des Indépendants et des TPE

CONTACT

contact@sdi-pme.fr

04.78.34.65.97